

Une enquête sur la jeunesse au Sénégal

Mars 2020

Thierry Hommel

*Directeur de Thierry Hommel Conseil et du Forum prospectif de l'Afrique de l'Ouest
(FuturiblesInternational), enseignant à l'École nationale des ponts et chaussées*



*Forum prospectif
de l'Afrique de l'Ouest*

Sommaire

Le Sénégal, un pays jeune aujourd'hui et demain	3
La jeunesse, un groupe hétérogène et pourtant central pour les problématiques de développement économique, politique et social.....	3
Un besoin d'approfondissement.....	4
Une jeunesse sénégalaise optimiste ?.....	4
Évolutions macroéconomiques et institutionnelles.....	5
Évolution des économies et des activités	6
Développement rural	7
Gestion et exploitation des ressources naturelles.....	8
Éducation et formation	8
Réseaux, infrastructures et mobilité.....	9
Formes politiques et cadre de gouvernance.....	10
Accès à la culture et aux activités sportives.....	10
Restitution et débats : des compléments d'information essentiels.....	11
Zoom sur 4 questions	11
D'ici 2030, dans votre pays, toutes les familles seront raccordées à Internet	11
D'ici 2030, dans votre pays, l'agriculture écologique va devenir le principal support de la production agricole.....	16
D'ici 2030, dans votre pays, modes de vie et de consommation des ménages urbains et ruraux seront quasiment identiques.....	20
D'ici 2030, dans votre pays, l'école primaire publique sera devenue attractive et de qualité.....	24
Des ateliers prospectifs sur des sujets d'intérêt pour construire des pistes de réponses aux préoccupations de la jeunesse	29
Atelier Culture	30
Atelier éducation.....	30
Atelier démocratie locale.....	31

Le Sénégal, un pays jeune aujourd'hui et demain ¹

1. Population estimée en 2030 :

- 21 340 000 d'habitants, estimations basses de la division des populations des Nations unies (1,42 x population actuelle)
- 22 906 000 selon la variante haute (1,53 x population actuelle)

2. Taux d'accroissement naturel : 3,76 % sur la période 2010-2015

3. 14 977 000 d'habitants en 2017 :

- 6 449 000 de 0-14 ans, 43,1 % de la population totale
- 8 020 000, de 0-19 ans, 53,5 % de la population totale
- Plus de 65 ans : 3% de la population

4. Fécondité totale : 5 enfants / femme

5. Ratio de dépendance : 85,4 ²

La jeunesse, un groupe hétérogène et pourtant central pour les problématiques de développement économique, politique et social

- Les jeunes sont une composante centrale du discours sur le développement.
 - D'un côté, ils dynamisent la croissance via l'exercice d'activités rémunératrices, de l'autre, ils pèsent sur les finances publiques et sur les budgets des ménages lorsqu'ils sont encore à la charge des parents.
 - Ils sont à la fois demandeurs et agents de changements dans l'espace politique.
- Les jeunes seraient généralement plus friands d'innovation, qu'elles soient techniques, sociales ou politiques.
 - Les jeunes utilisent et contribuent à développer de nouveaux objets techniques et sociaux.
 - Les jeunes participent largement à la diffusion des innovations.
- Les jeunes seraient plus mobilisés que les autres catégories d'âge sur les problématiques d'intérêt général, comme la protection de l'environnement, la promotion des arts et la culture.
 - Plus forte mobilisation dans des cadres associatifs.
 - Intérêt marqué pour la création artistique et les productions culturelles.
- Les jeunes restent trop peu associés à la définition des politiques qui influencent leur cadre de vie.
 - Les accès aux arcanes politiques aux différentes échelles restent faibles.
 - Les représentations politiques ne laissent pas suffisamment de places aux jeunes.
 - Leur insertion dans le milieu du travail est souvent difficile.
- Les jeunes sont demandeurs de mobilité et de connectivité
 - Ils ont des pratiques sociales / mode de mobilisation différents de ceux observés pour les générations qui les précèdent.
 - Ils se déplacent plus pour des motifs d'insertion professionnelle ou de confort.

¹ . PARANT Alain et HOMMEL Thierry, « La fenêtre démographique en Afrique de l'Ouest : une ouverture différée », *Analyse prospective*, n° 220, 26 février 2019, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/fr/document/la-fenetre-demographique-en-afrique-de-louest-une-/>. Consulté le 5 novembre 2020.

² . Le *ratio* de dépendance démographique est le rapport du nombre d'individus supposés dépendre des autres pour leur vie quotidienne — jeunes et personnes âgées — et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge. Il se calcule de la manière suivante : nombre de personnes entre 0 et 14 ans plus nombre de personnes de plus de 65 ans / population âgée de 15 à 64 ans

$$\frac{(P_{0-14} + P_{+65})}{P_{15-64}}$$

Un besoin d'approfondissement

Qui sont-réellement ces jeunes ? Quelles sont leurs représentations du futur sur différents sujets qui engagent leurs avenir respectifs ? Dans le cadre d'une collaboration intellectuelle et de terrain avec ENDA-Tiers-Monde (Environnement et développement du tiers-monde) et le Bureau de prospective économique du Sénégal, nous avons interrogé un échantillon dit statistiquement représentatif de la jeunesse sénégalaise :

- Des répondants âgés de 15 à 30 ans, issus des différentes régions et diverses catégories d'analyse (âge, genre, domiciliation, activité, niveau d'étude) ;
- Une méthode statistique éprouvée : enquête réalisée sur sept régions du Sénégal, du 13 au 19 décembre 2019, auprès d'un échantillon de 761 jeunes de moins de 30 ans en utilisant la méthode des quotas. La méthode des quotas permet de reproduire fidèlement la structure de la population étudiée dans un petit ensemble, appelé échantillon.
- Collecte des données : les jeunes rencontrés dans les différents quartiers et villages ont montré un grand intérêt. Ils ont permis aux enquêteurs de réaliser une bonne phase de collecte. L'enquête ne s'est déroulée ni dans la rue, ni dans un lieu public, mais en face à face, au domicile des personnes consultées via un *smartphone*. Simultanément, l'enquêteur enregistrait les réponses de l'enquêté avant de les envoyer dans un serveur.

Les 27 questions portaient sur 8 thématiques :

1. Évolutions macroéconomiques et institutionnelles : 3 questions
2. Évolution des économies et des activités : 4 questions
3. Développement rural : 4 questions
4. Gestion et exploitation des ressources naturelles : 3 questions
5. Éducation et formation : 3 questions
6. Réseaux, infrastructures et mobilité : 4 questions
7. Forme politique et gouvernance : 3 questions
8. Culture et sports : 3 questions

Afin d'approfondir ce travail, une journée d'étude et de restitution a été organisée le 16 janvier 2020 à Dakar en présence de répondants et d'autres jeunes Sénégalais, afin :

1. d'affiner notre compréhension des représentations que les jeunes africaines peuvent avoir des défis de long terme ;
2. d'identifier, dans certains domaines prioritaires, les pistes de solutions qui, selon les participants, seraient susceptibles d'accélérer les transformations en cours et / ou en susciter d'autres, compatibles avec leurs aspirations.

Une jeunesse sénégalaise optimiste ?

Les résultats de l'enquête restent encore à interpréter et approfondir. La restitution organisée le 16 janvier 2020 à Dakar, à la Maison de la Culture Dousta Seck en présence de jeunes répondants et de jeunes concernés, était le premier pas de ce travail d'analyse.

À première vue, les résultats de l'enquête s'avèrent très optimistes et en décalage, tant avec certaines réalités qu'avec les positions exprimées par de nombreux experts de la jeunesse ouest-africaine.

Évolutions macroéconomiques et institutionnelles

En additionnant les personnes en total accord et celles plutôt d'accord, plus de 82 % des personnes sondées estiment que la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) disposera de sa monnaie commune en 2030. S'il s'agit bien d'une évolution en cours, la conduite d'une réforme du système et des politiques monétaires ne va pas de soi : elle nécessite une volonté commune entre des pays de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), qui disposent d'une monnaie en commun et d'un régime de change fixe et des pays qui disposent de leur propre monnaie, en l'occurrence les pays anglophones de la CEDEAO et notamment le Ghana et le Nigeria. Actuellement, il existe encore de nombreux points de discussion, dont les principaux suivants : la gouvernance de la monnaie commune (discussion délicate avec le Nigeria, le Ghana semble plus prêt à avancer), le régime de change, et la politique monétaire. Autant dire de nombreux points potentiels de blocage à l'avancée de négociations qui sont réellement engagées.

73,1 % estiment que les performances de l'économie sénégalaise sont durables, au sens strict du terme. L'économie sénégalaise atteste de performances à faire pâlir les pays européens. Les enquêtés envisageaient une poursuite de cette croissance.

Pour justifier leurs réponses :

- ils avançaient l'existence de projets de diversification des activités économiques,
- ils soulignaient la volonté, affichée par les pouvoirs publics, de faciliter la création d'emplois et d'entreprises en améliorant l'accès à la formation, aux capitaux et aux infrastructures nécessaires,
- ils indiquaient la découverte de ressources naturelles valorisables, l'amélioration des infrastructures routières et énergétiques, du climat des affaires,
- ils vantaient la stabilité politique du pays, etc.

Certains éléments peuvent amener à tempérer cet optimisme et expliquent les réponses plus pessimistes, parmi lesquelles la faiblesse du secteur moderne, le nombre de jeunes à intégrer annuellement sur le marché du travail, le questionnement sur la compétitivité des infrastructures (routes, coûts de l'énergie) et le coût relatif élevé des autres acteurs de production (capital et travail).

77 % des jeunes estiment que la CEDEAO va s'élargir d'ici 2030. La consolidation de la CEDEAO est envisagée. L'espace est perçu comme étant attractif pour les prochaines décennies : les populations croissent en même temps que les environnements économique, logistique et institutionnel s'améliorent. La présence de populations solvables, l'amélioration de la mobilité et la présence renforcée de nouveaux partenaires plus avancés que les pays ouest-africains (pays du Maghreb) suggèrent un élargissement par le haut. Mais plusieurs bémols, qui pourraient justifier des réponses diamétralement opposées, doivent être soulignés. Le Maroc a posé sa demande d'adhésion alors que la Tunisie et l'Algérie bénéficient d'un statut d'observateur. Si les négociations se poursuivent ou, selon les cas, s'amorcent, rien n'indique qu'elles vont aboutir. De plus, les questions monétaires ne sont pas tranchées et de nombreux pays sont en proie à des problèmes de sécurité. Enfin, les échanges intracommunautaires restent très faibles (11,5 % du commerce total) et quatre pays représentent plus de 90 % du commerce régional, dont 70 % pour le Nigeria. À titre de

comparaison, dans l'Union européenne, le commerce intracommunautaire représente environ 64 % des échanges.

Évolution des économies et des activités

82,3 % estiment que la transformation des ressources naturelles sera le moteur de la croissance au Sénégal en 2030. Le Sénégal cherche à renforcer le secteur de production agricole et à assurer la transformation des produits locaux, la valeur ajoutée sur les produits transformés étant supérieure à celle des produits bruts ; la transformation structurelle projetée doit permettre de plus transformer. Pour les opérateurs, cela se traduira par des taux de croissance endogène supérieurs. Pour l'État sénégalais, ce sont des perspectives d'augmentation des recettes fiscales affectées aux projets de développement qui sont en jeu. Les ressources agricoles végétales et animales (production de volaille et production laitière sont visées) doivent être transformées pour alimenter le marché intérieur et les marchés d'exportation (produits du maraîchage). Ces transformations sont amorcées. Les gisements de gaz découverts au large devraient en sus être exploités et alimenter l'économie et les ménages du pays alors que les phosphates devraient également être transformés et soutenir directement la production agricole (production d'engrais azotés). Cependant, ces espoirs ne seront pas traduits en actes sans une forte mobilisation citoyenne, sans que des prérequis soient atteints (main d'œuvre de qualité formée et disponible sur le marché, accessibilité des capitaux, améliorations logistiques) et sans modernisation du tissu de PME (petites et moyennes entreprises) susceptibles d'intégrer des chaînes de valeur.

88,9 % estiment que les entreprises du secteur moderne vont créer de nombreux emplois d'ici à 2030. Aujourd'hui, les emplois sont essentiellement créés dans le secteur informel. La transformation de ce secteur et le soutien à l'entrepreneuriat sont des éléments clés pour faire grossir un secteur économique moderne, susceptible de créer massivement des emplois pour les jeunes. Mais ici encore, pour de nombreux experts, et étant donnée la vitalité démographique du Sénégal, les promesses de création sont en décalage important par rapport aux capacités de création d'emplois formalisés.

65 % « seulement » des jeunes estiment que l'agriculture écologique sera le principal mode de production agricole en 2030. Le secteur de l'agriculture représente 16 % du PIB (produit intérieur brut) sénégalais en 2017, alors qu'il ne pesait que 7,1 % en 2012. Le secteur emploie près de la moitié de la population active. Les évolutions projetées envisagent simultanément une industrialisation des filières de production et le recours accru à l'agroécologie, qui doit s'adosser aux techniques traditionnelles utilisées par l'agriculture vivrière et pluviale ouest-africaine. Les jeunes voient l'agriculture se transformer pour répondre à la fois aux défis environnementaux, à l'assèchement du foncier et aux besoins croissants de production alimentaire. Si l'agroécologie est plébiscitée par les jeunes, il faut garder en mémoire que ces pratiques agricoles sont plus capitalistiques et plus intensives en travail : un accompagnement technique et financier sera donc nécessaire pour que ces pratiques se généralisent. Sans appui adéquat, les transformations envisagées pourraient être freinées, ce que de nombreux jeunes ont souligné dans les échanges avec les participants.

80,1 % des sondés estiment que l'accès aux capitaux sera facilité d'ici 2030. Bien que le Sénégal comporte encore un grand nombre de personnes non bancarisées, des innovations techniques combinées à de nouvelles offres de services et les progrès accomplis au cours des deux dernières décennies permettent de comprendre cette forte adhésion à la proposition. Ces

dynamiques pourraient également pousser les opérateurs bancaires traditionnels à se tourner vers les populations à risque autour de nouveaux produits.

Développement rural

78,3 % estiment que l'agriculture restera en 2030 le principal moteur économique des territoires ruraux. Dans la perspective des jeunes, les territoires ruraux restent essentiellement agricoles. Aujourd'hui, les activités rurales relèvent essentiellement de l'agriculture de subsistance. La réponse contrecarre une représentation plus diversifiée des activités rurales telle qu'épousée par les pouvoirs publics qui envisagent la création d'activités de services en milieu rural en complément des activités de production (transport, aide et appui à la commercialisation, artisanat, etc.). Cette diversification des activités économiques doit permettre de fixer en milieu rural des populations qui s'exilent en ville actuellement du fait des pressions foncières et de l'absence d'alternative aux activités agricoles. La réponse apportée, à moins que les jeunes aient répondu en pensant à l'emploi des populations dans des complexes agro-industriels, semble indiquer que les jeunes ne croient pas aux diversifications des activités rurales projetées par les autorités.

87,2 % estiment que les populations rurales auront accès aux services de base (eau, électricité, santé, éducation) en 2030. Cette forte adhésion dénote un réel optimisme étant donné la situation de départ. Dans certains domaines (accès à l'électricité, accès à l'eau), cela n'est pas totalement surprenant étant donné les progrès accomplis au cours des deux dernières décennies. Pour d'autres, comme l'éducation notamment, un réel point d'interrogation existe quant à la capacité à réaliser d'importants progrès. Si les institutions internationales et les autorités sénégalaises y accordent la plus grande attention, la faiblesse des infrastructures et la poussée démographique obligent à d'importants efforts financiers et logistiques difficilement envisageables en l'état. De plus, certains territoires enclavés et caractérisés par leur faible densité de population restent problématiques. Le coût d'implantation des services publics y est élevé, et la subsidiarité public / privé joue encore trop faiblement : en dépit d'importantes innovations dans le domaine financier, les opérateurs privés ne disposent pas nécessairement de modèles économiques adaptés pour ces situations caractérisées par la présence de populations peu solvables et peu nombreuses.

66,2 % estiment que le développement économique des zones rurales va freiner l'exode rural. En arrière-plan de cette représentation, les territoires ruraux et urbains restent des espaces indépendants, alors que les frontières entre le rural et l'urbain tendent à s'effacer et que les interdépendances se multiplient. Pour les jeunes (ce qui est cohérent avec les réponses qui précèdent), le développement d'activités agricoles limite l'exode. Les limites de cette représentation sont cependant patentes lorsque l'on se penche sur des tendances globales jusqu'ici non démenties : les sociétés qui se transforment tendent irrémédiablement à s'urbaniser. La nature des mouvements de population au Sénégal suit pour l'instant ce schéma. Sauf à envisager des forts développements des villes secondaires qui permettent au ruraux de ne pas être éloignés des services disponibles en ville, l'adhésion de plus de deux tiers des enquêtés à cette proposition est donc questionnable.

60,2 % des jeunes estiment que les modes de consommation des ménages urbains et ruraux seront quasiment identiques en 2030. L'adhésion, plus faible que sur d'autres items, fait émerger deux visions contradictoires : celle d'une homogénéisation des modes de vie, en creux de laquelle les territoires ruraux sont connectés et disposent d'une offre de services importante et comparable à celle des villes et une autre, où la dichotomie reste entière, tant sur le plan des pratiques sociales et des modes de vie que des activités pratiquées.

Gestion et exploitation des ressources naturelles

78,5 % estiment que la gestion de l'environnement sera devenue une priorité en 2030. Le discours lié à la protection de l'environnement, qui envahit l'espace public dans les pays occidentaux depuis deux décennies, est également en vogue en Afrique occidentale. Les jeunes s'y montreraient plus sensibles que les autres catégories d'âge. Reste à espérer que le discours soit en mesure d'appuyer rapidement des transformations profondes des modes de production, de consommation et de vie en collectivité. Or, ceci suppose l'existence de moyens financiers conséquents, la mise en œuvre de politiques publiques complexes, des évolutions des pratiques sociales des acteurs (consommateurs, producteurs, distributeurs) de grande ampleur ; ces transformations ne semblent pas atteignables à court terme (horizon de 10 ans), surtout si l'on se cale sur le rythme de transformation observé dans les pays développés, où la mise à l'agenda des questions environnementales a été longue et peu suivie d'effet dans un premier temps. Pour comprendre la réponse de la jeunesse sénégalaise, il faut à la fois regarder l'accélération du rythme des changements observée en Europe depuis une décennie, l'urgence grandissante du changement et la forte mobilisation citoyenne, qui, ensemble, pourraient favoriser un passage à l'acte plus rapide au cours des années à venir. La fragilité des écosystèmes sénégalais, la formation des citoyens et la volonté des politiques peuvent-elles réussir ce tour de force ? C'est ce que les jeunes interrogés semblaient appeler de leurs vœux.

77,6 % estiment qu'en 2030, les villes seront mieux équipées pour gérer les déchets urbains. Aujourd'hui, les villes manquent d'équipements collectifs pour gérer les déchets et assainir l'eau potable. Si l'optimisme est raisonnable en dépit de l'existence de freins (capacité de financement des réformes par les collectivités locales, logistique de collecte et de traitement), le rythme d'équipement est certainement optimiste. Dans de nombreux cas, des études de faisabilité technique (zones susceptibles d'accueillir une décharge, type de membrane, autres enjeux techniques) sont complexes, tout comme la gestion des implantations près de lieux de vie des populations (NYMBY — *Not In My Backyard*). L'évolution des pratiques des ménages et des modes de consommation est également incertaine à horizon de 10 ans.

Éducation et formation

81,7 % estiment que l'école primaire publique sera attractive et de qualité en 2030. Les jeunes voient l'école, aujourd'hui fortement dégradée et peu performante, devenir attractive. Cette représentation n'est pas majoritaire chez les spécialistes. De fait, bien que les dépenses publiques affectées soient importantes au regard du budget de l'État, elles restent faibles ramenées au nombre d'élèves. De plus, les évolutions démographiques obligent à maintenir un rythme d'équipement très élevé dont la soutenabilité n'est pas garantie ; au-delà des murs / infrastructures et du matériel pédagogique, il faut également des enseignants bien formés, et en nombre, or leur rémunération est faible et peu attractive. Cette image très optimiste a d'ailleurs été tempérée dans les échanges lors de la restitution du 16 janvier.

77,5 % estiment que les écoles privées se seront multipliées dans les zones enclavées et rurales. Selon cette représentation, les écoles privées se développent car elles disposent d'un modèle peu coûteux qui leur permet de s'implanter dans les zones où l'école publique reste absente ou sous-dimensionnée pour accueillir l'ensemble des demandeurs. De plus, la mauvaise qualité de l'école publique pousse certaines familles à privilégier d'autres modèles d'éducation. Notons qu'aujourd'hui, et à suivre les experts, les modèles économiques de ces écoles privées *low cost*

impliquent soit une éducation à très faible coût, dont la qualité est peut-être discutable, ou une intervention étatique, organisée autour de subventions affectées aux dépenses d'éducation des ménages qui permettent à des écoles plus coûteuses de se maintenir.

75,3 % estiment qu'en 2030, la formation professionnelle est réhabilitée et attractive car pourvoyeuse d'emplois. Selon cette représentation, la formation professionnelle est désormais calée sur les besoins des populations. Les formations agricoles sont réhabilitées, des incubateurs permettent de se former aux nouvelles technologies, les entrepreneurs financent la formation et assurent sa qualité en lien avec leurs besoins. Si cette image jalonne le discours sur l'émergence, l'implication réelle des opérateurs économiques dans la formation demande aujourd'hui à être amplifiée, les besoins futurs doivent être mieux caractérisés et le discours traduits en actes.

Réseaux, infrastructures et mobilité

84,9 % estiment que la production d'énergie décentralisée permettra d'équiper les zones enclavées d'ici 2030. Cette vision concorde avec les tendances d'évolution. L'équipement des zones à faible densité de population est désormais tributaire de solutions décentralisées toujours plus nombreuses et de moins en moins coûteuses.

71,8 % estiment que toutes les familles seront raccordées à Internet d'ici 2030. Ici encore, les évolutions récentes accréditent cette vision et soutiennent l'optimisme des jeunes. Les taux d'équipement ont fortement progressé. Toutefois, quelques questions perdurent :

- les connections se feront-elles toujours majoritairement avec des téléphones connectés ?
- les zones enclavées seront-elles sur le réseau ?
- les réseaux supporteront-ils les innovations les plus récentes (4G, 5G) ?
- les tarifs (terminaux, forfaits) vont-ils évoluer à la baisse et favoriser l'équipement ?
- les données d'accès actuelles peuvent être surestimées : de nombreux usagers disposent de différentes cartes SIM pour pallier à la mauvaise qualité des réseaux.

81,1 % estiment que le réseau routier principal sera entièrement sécurisé et rénové, et que le réseau secondaire aura vécu des progrès importants sur les deux plans. Aujourd'hui, les grands corridors (Lagos, Dakar, Abidjan) et les routes principales font réellement l'objet d'un travail en profondeur. Des ouvrages sont construits, souvent dans le cadre d'accords de réduction de dette et via la mise en œuvre de partenariats public / privé. Le réseau secondaire reste de qualité médiocre. Les fonds routiers améliorent progressivement la gouvernance du secteur, le financement de projets et la maintenance du réseau. Les besoins importants laissent penser que les rénovations seront nombreuses mais pas totales sur le réseau principal et moindre sur le réseau secondaire. Assumer la sécurité sur l'ensemble de la route implique une réelle maîtrise du territoire par les autorités, ce qui semble envisageable pour un État de petite taille comme le Sénégal, mais moins pour les États sahéliens enclavés. Ainsi, la représentation de la jeunesse sénégalaise converge avec celle des experts.

67,8 % estiment que la route sera en 2030 le principal mode de transport des hommes et des marchandises. Curieusement, l'adhésion à cette proposition que les experts du secteur pensent réaliste est moindre que pour la question précédente. Il faut « épilucher » les commentaires pour tenter de comprendre pourquoi plus de 30 % rejettent, avec des degrés divers, cette proposition.

Formes politiques et cadre de gouvernance

87,5 % estiment que les femmes seront plus présentes dans la conduite des affaires publiques en 2030. Cette tendance est d'ores et déjà amorcée au Sénégal du fait de changements législatifs qui imposent la parité — en 2017, rappelons que le Sénégal comptait 69 députées sur un total de 165, soit 41,8 % qui plaçait le pays au 11^{ème} rang mondial en matière de parité contre 38,8 % en France — et devrait se poursuivre. Des interrogations demeurent sur la diversité des femmes en question (domiciliation, niveau de revenu, situation familiale des élues et représentantes féminines).

80,4 % estiment que la décentralisation se sera fortement développée en 2030. Engagée depuis 20 ans, la décentralisation se poursuit. Si la délégation des compétences à des autorités locales reconnecte les populations et leurs représentants, il convient de veiller au transfert des moyens autant qu'à celui des compétences : pour que cette décentralisation change la face du territoire sénégalais, il faut que les maillons organisateurs aient les moyens économiques et politiques de l'action. Aujourd'hui, le financement et l'articulation des compétences et des autorités entre les divers niveaux administratifs restent un sujet d'interrogation pour les experts alors que la jeunesse ne semble pas douter.

74,6 % estiment que la démocratie participative locale aura progressé en 2030. La gouvernance des quartiers s'appuie de plus en plus sur les populations mobilisées autour d'enjeux locaux : sécurité, salubrité et bruits, évènements collectifs, formation, etc. Les jeunes sont très largement impliqués dans ces mouvements. En 2030 et selon cette représentation, ces acteurs centraux sont désormais associés lors de la formulation des projets par les autorités. Bémol à cette représentation, la faible consultation des populations aujourd'hui, les remous politiques (suppression du Premier ministre, emprisonnement opportun d'un opposant avant les élections présidentielles, clanisme dans le choix des équipes, etc.) peuvent inquiéter et ne suggèrent pas nécessairement une association étroite de la jeunesse à la prise de décision au cours des prochaines années.

Accès à la culture et aux activités sportives

82,9 % estiment que l'accès aux installations sportives sera amélioré en 2030. Conformément aux ambitions relatives au bien-être des citoyens, exprimées dans le PSE (Plan Sénégal émergent), de nombreuses installations sportives ont été construites, non seulement pour les équipes de prestige (Arena) mais aussi pour les populations. Si l'on peut accrédi-ter l'idée d'installations dédiées aux sports collectifs (football, basket), celles relatives aux pratiques individualisées seront-elles développées en symétrie ? Qui contribuera au financement (État, collectivités, entreprises privées, financement communautaire) ? Autre point d'interrogation, ce déploiement concernera-t-il essentiellement les villes principales, les villes principales et secondaires ou également l'ensemble du territoire ? Les finances publiques seront-elles les seules contributrices ? Beaucoup d'interrogations viennent donc tempérer l'optimisme affiché par les répondants.

86,8 % estiment que les artistes africains disposeront d'un rayonnement international. À suivre les représentations de la jeunesse, les artistes africains « explosent » d'ores et déjà les *charts* internationaux. Des questions subsistent sur les modèles d'innovation et de distribution des artistes ouest-africains. Auront-ils intégré des labels internationaux, assistera-t-on à la création de labels régionaux et à l'émergence de producteurs ouest-africains dédiés, d'autres formes de diffusion auront-elles émergé ?

79,1 % estiment que les musées et fondations qui apparaissent aujourd’hui permettront un meilleur accès à la culture. Dans la foulée des signaux de changement observables depuis une dizaine d’années, (musée des civilisations noires, travail sur le rapatriement des patrimoines), l’accès à la culture s’est fortement amélioré avec l’idée de valoriser les patrimoines locaux et les cultures traditionnelles.

Restitution et débats : des compléments d’information essentiels

Les débats ont permis de mieux comprendre le contexte des réponses apportées par l’enquête, d’expliquer certaines réponses et de tempérer parfois des résultats. Parmi les éléments à prendre en compte figurent notamment les points suivants :

- les questions portent sur des sujets complexes, parfois techniques sur lesquels les informations des répondants sont lacunaires ;
- les réponses s’assimilent souvent à des souhaits ;
- les représentations qui émergent sont très dépendantes des progrès accomplis ;
- de même, ces représentations varient en fonction des situations vécues par le passé et du quotidien des personnes sondées ;
- enfin, ces représentations varient selon les ambitions des personnes interrogées et leur position sociale.

Zoom sur 4 questions

Alors que le tableau général dresse une vision assez optimiste des jeunes Sénégalais sur leur avenir, une analyse appuyée par l’usage des catégories de répondants laisse entrevoir des nuances dans la perception du futur. Ces nuances méritent que l’on s’y attarde. Nous avons délibérément retenu un nombre restreint de sujets qui les mettent en évidence.

D’ici 2030, dans votre pays, toutes les familles seront raccordées à Internet

	Fréquence	Pourcentage
Tout à fait d’accord	377	49,5
Plutôt d’accord	170	22,3
Ne se prononce pas	22	2,9
Plutôt pas d’accord	135	17,7
En total désaccord	57	7,5

➤ 71,8 % pensent que le raccordement sera universel, 25,3 % sont plutôt ou totalement en désaccord sur ce point.

1. Où en sommes-nous?

Pays	Population estimée	Utilisateurs d'Internet au 31/12/2000	Utilisateurs d'Internet au 31/12/2017	Pénétration (en % de la population)	Inscrits sur Facebook au 31/12/2017
Sénégal	16 294 270	40 000	9 749 527	59,8 %	2 900 000
CEDEAO	337 419 546	485 000	150 085 290	39,76 %	35 800 000

- Une croissance rapide entre 2000 et 2018. Un TCAM (taux de croissance annuel moyen) estimé pour la période 2017-2025 de 5 % en baisse par rapport à la période précédente.
- Un raccordement par le téléphone et non par un ordinateur.

2. Les tendances passées accèdent l'optimisme

- Bémol lié à la couverture des zones enclavées (faible densité de population)
- Incertitude sur la capacité d'équipement en lien avec la contrainte budgétaire, mais baisse des prix des *smartphones* et forfaits avec données mobiles plus accessibles.
- Une demande qui devrait croître étant donné la numérisation des services publics, les applications de finance mobile, etc., mais cette demande sera-elle solvable ?

3. Analyse de la diversité des réponses par catégories d'analyse

Genre

	Hommes (412 répondants)		Femmes (349 répondantes)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	199	48,3	171	49
Plutôt d'accord	89	21,6	84	24,1
Ne se prononce pas	9	2,2	14	4
Plutôt pas d'accord	72	17,5	63	18,1
En total désaccord	42	10,2	15	4,3

Pas d'importantes variations : des femmes légèrement plus confiantes (73,1 %) dans le progrès que les hommes (69,9 %).

Plus de réponses tranchées chez les hommes que chez les femmes et plus d'indécises que d'indécis.

- Quels sont les éléments qui ont conduit à être optimiste, ou le cas échéant, plus pessimiste ?

Domiciliation

	Urbains (517 répondants)		Ruraux (244 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	257	49,7	112	45,9
Plutôt d'accord	100	19,3	71	29,1
Ne se prononce pas	17	3,3	6	2,4
Plutôt pas d'accord	99	19,1	35	14,3
En total désaccord	37	7,2	20	8,2

75 % de ruraux optimistes contre 69 % d'urbains. Une variation pas très forte qui peut surprendre. Plus de pessimistes chez les urbains (26,3 %) que chez les ruraux (22,5 %). Comment interpréter ces variations ?

- Différences d'accès aujourd'hui : les urbains sont mieux lotis que les ruraux et pensent que cela durera alors que les ruraux envisagent un rééquilibrage qui leur sera favorable ?
- Méconnaissance des réalités et des dynamiques d'équipement chez les ruraux ?
- Projection de futurs souhaitables chez les ruraux ?
- Autres ?

Classe d'âge

	15-19 ans (285 répondants)		20-24 ans (228 répondants)		25 ans et plus (248 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	122	42,8	110	48,2	138	55,6
Plutôt d'accord	73	25,6	52	22,8	48	19,3
Ne se prononce pas	9	3,2	7	3,1	10	4
Plutôt pas d'accord	58	20,4	41	18	36	14,5
En total désaccord	23	8,1	18	7,9	16	6,5

Des plus jeunes moins optimistes que les plus âgés ? (28,5 % de pessimistes dans la première classe d'âge, 21 % pour les 25 ans et plus. Doit-on y voir le résultat d'une asymétrie d'informations en classe d'âge ou lire les différences en fonction de :

- l'expérience de la pénétration du téléphone au cours des dix dernières années chez les plus âgés qui contribue à une anticipation basée sur une prolongation de la tendance ;
- Différences dans le rapport au temps long ;
- Situations de dépendance financière et de pauvreté qui influence le raisonnement de certains ?

Catégorie socioprofessionnelles

	Apprentis stagiaires (57)		Elèves - étudiants (366)		Employés plein temps rémunéré (56)		Employés temps partiel temporaire (42)		Femmes au foyer (56)		Sans emplois (57)		Travailleurs indépendants (127)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	15	26,3	180	49,2	37	66,1	12	28,6	24	42,9	32	56,1	70	55,1
Plutôt d'accord	22	38,6	80	21,9	10	17,9	4	9,5	16	28,6	9	15,8	32	25,2
Ne se prononce pas	5	8,8	10	2,7	0	0	0	0	5	8,9	3	5,3	3	2,4
Plutôt pas d'accord	10	17,5	66	18	6	10,7	18	42,9	10	17,9	9	15,8	16	12,6
En total désaccord	5	8,8	30	8,2	3	5,6	8	19	1	1,8	4	7	6	4,7

Il existe d'importantes variations qui ne s'expliquent pas facilement.

- une grande confiance des employés à plein temps et rémunérés, suivis par les travailleurs indépendants, mais aussi des... sans emplois ; 66,1 % des employés à plein temps sont totalement d'accord avec la proposition, 21,9 % plutôt d'accord, soit au total 88,1 %, contre 64,9 % pour les apprentis stagiaires, et moins de 40 % lorsqu'on additionne les deux catégories pour les employés à temps partiel.
 - Précarité comme curseur de lecture de l'avenir ? Comment expliquer l'optimisme relatif des chômeurs ?
 - Le besoin est-il le curseur principal de la réponse donnée ?
 - Doit-on rechercher d'autres facteurs explicatifs ?

Niveau d'étude

	Aucun (39)		Daara ³ (60)		Élémentaire (115)		Secondaire (391)		Universitaire (84)		Formation Professionnelle (72)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	22	56,4	27	45	46	40	176	45	54	64,3	45	62,5
Plutôt d'accord	9	23,1	17	28,3	32	27,8	87	22,3	17	20,2	11	15,3
Ne se prononce pas	1	2,6	4	6,6	3	5	12	3,1	2	2,4	4	5,5
Plutôt pas d'accord	7	17,9	10	16,6	26	43,3	77	19,7	6	7,1	9	12,5
En total désaccord	0	0	2	3,3	8	13,3	39	10	5	5,9	3	4,2

Les universitaires (84,5 %), les personnes sans qualification (79,5 %), issues de Daara (73,3 %) et de la formation professionnelle (77,8 %) sont plus optimistes ; celles issues du secondaire et de l'élémentaire le sont un peu moins.

Ici encore, l'interprétation est difficile : doit-on postuler une plus forte résilience des personnes en difficulté ? Envisager que le niveau d'éducation et de connaissance améliore l'anticipation des acteurs ? Ou encore considérer que plus les personnes attendent, plus elles se montrent optimistes (registre de croyance / besoins) ? Il est très délicat de s'avancer, d'autant plus que les résultats sont relativement homogènes sous cette forme. Il existe de légères variations, mais pas suffisamment pour que de grandes nuances se dessinent et permettent une interprétation claire et robuste des résultats obtenus.

³ École coranique

D'ici 2030, dans votre pays, l'agriculture écologique va devenir le principal support de la production agricole

	Fréquence	Pourcentage
Tout à fait d'accord	317	41,7
Plutôt d'accord	177	23,3
Ne se prononce pas	75	9,9
Plutôt pas d'accord	103	13,5
En total désaccord	89	11,7

- 65 % pensent que l'agriculture sera essentiellement écologique contre 25,2 % qui sont plutôt ou totalement en désaccord sur ce point.

1. Où en sommes-nous?

Le Sénégal a une grande tradition agricole et un secteur qui emploie près de la moitié de la population active. L'agriculture sénégalaise est essentiellement pluviale et saisonnière. Elle a beaucoup évolué au cours des cinquante dernières années. À l'origine vivrière et familiale, elle a été orientée sur les cultures de rente (arachide et coton, maraîchage), même si des cultures vivrières subsistent (mil, sorgho, maïs). Actuellement, la filière arachide, longtemps moteur de l'économie sénégalaise, traverse une importante crise.

- La production augmente, en revanche, dans les filières céréales (le niébé, le mil, le riz et le maïs), fruits et légumes, et manioc, répondant à la demande locale croissante.
- Avec le développement de l'irrigation, le riz, culture traditionnelle en Casamance, se développe dans la vallée du fleuve Sénégal.
- La production de mil, culture pluviale traditionnelle qui avait fortement régressé, est en hausse dans un objectif d'autoconsommation et de commercialisation.
- Les micro et petites entreprises jouent un rôle central de valorisation de la production nationale à destination des marchés de consommation urbains.
- L'horticulture se développe dans la zone des Niayes (le long du littoral) et dans les terres irriguées le long du fleuve Sénégal où la culture du riz s'est également fortement développée.

Dans la grande majorité, les producteurs sont de petits exploitants qui cultivent la terre sur des régimes fonciers traditionnels et pratiquent des assolements traditionnels. La plupart d'entre eux combinent cultures de rente (arachide, coton) et cultures vivrières de subsistance (mil, sorgho, maïs), tout en possédant quelques animaux, en élevage extensif et, dans de plus rares cas, intensif associé aux cultures. Le secteur de l'agriculture représente 16 % du PIB en 2017, alors qu'il n'était que de 7,1 % en 2012.

2. Les tendances passées justifient l'optimisme mais...

- Des plans stratégiques sectoriels déclinent des mesures pour le secteur et pour les pratiques agricoles sous toutes ses formes : agro-industrie, agriculture vivrière.

- Il n'existe pas de réelle stratégie écologique, en dépit de la présence d'un volet agro-écologie urbaine ! Il faut en effet considérer que l'agro-écologie est plus intensive en travail et en capital, nécessite une reconversion préalable des terres, et ne se développera pas sans une forte mobilisation paysanne et la création de circuits de commercialisation, lesquels ne peuvent être attendus sans existence d'une demande locale pour les produits.

3. Analyse de la diversité des réponses par catégories d'analyse

Genre

	Hommes (412 répondants)		Femmes (349 répondantes)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	159	38,5	158	45,3
Plutôt d'accord	87	21,1	90	25,8
Ne se prononce pas	46	11,1	29	8,3
Plutôt pas d'accord	59	14,3	44	12,6
En total désaccord	61	14,8	28	8,0

Les femmes seraient plus confiantes que les hommes : plus de 70 % des femmes répondent favorablement contre moins de 60 % pour les hommes. L'interprétation de cette différence n'est pas simple et certainement pas univoque. Doit-on considérer que les femmes sont plus en lien avec la nécessité de faire évoluer les pratiques car plus sensibles aux enjeux écologiques ? S'agit-il d'un trait psychologique que les études de genre mettent quasi systématiquement en avant ? Quels seraient les autres facteurs à intégrer ?

Domiciliation

	Urbains (517 répondants)		Ruraux (244 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	218	42,2	99	40,6
Plutôt d'accord	106	20,5	71	29,1
Ne se prononce pas	54	10,4	21	8,6
Plutôt pas d'accord	74	14,3	29	11,9
En total désaccord	65	12,6	24	9,8

La confiance est légèrement supérieure chez les ruraux (69,7 %) que chez les urbains (62,5 %). Différentes pistes doivent être explorées pour mieux comprendre ce différentiel : une meilleure connaissance de la situation, des enjeux et des potentialités chez les ruraux, une motivation et des espoirs associés plus élevés, et certainement d'autres facteurs à approfondir.

Classe d'âge

	15-19 ans (285 répondants)		20-24 ans (228 répondants)		25 ans et plus (248 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	117	41	89	39	111	44,6
Plutôt d'accord	75	26,3	48	21,6	54	21,8
Ne se prononce pas	21	11,4	24	10,5	30	12,1
Plutôt pas d'accord	43	15,1	39	17,1	21	8,5
En total désaccord	29	10,2	28	12,3	32	12,9

Les personnes les plus âgées (67,4 %) et les plus jeunes (67,3 %) semblent encore plus optimistes que la catégorie intermédiaire (60,6 %) ? Quels facteurs explicatifs peut-on avancer ? Sont-elles mieux familiarisées avec les enjeux de la reconversion écologique, peut-on avancer d'autres facteurs de différenciation ? Comment le choix des réponses a-t-il été effectué ?

Catégories socioprofessionnelles

	Apprentis stagiaires (57)		Élèves étudiants (366)		Employés plein temps rémunéré (56)		Employés temps partiel temporaire (42)		Femmes au foyer (56)		Sans emplois (57)		Travailleurs indépendants (127)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	22	38,6	142	38,8	23	41,1	9	21,4	32	57,1	25	43,9	64	50,4
Plutôt d'accord	19	33,3	86	23,5	12	21,4	8	19	13	23,2	9	15,8	30	23,6
Ne se prononce pas	6	10,5	45	12,3	1	1,7	2	4,8	5	8,9	7	12,3	9	7,1
Plutôt pas d'accord	6	10,5	56	15,3	9	16,1	12	28,6	4	7,1	5	8,8	11	8,6
En total désaccord	4	7	37	10,1	11	19,6	11	26,2	2	3,6	11	19,3	13	10,2

Les employés à temps partiel se distinguent par leur pessimisme : seulement 40 % d'optimistes contre plus de 80 % pour les femmes au foyer et 75 % pour les apprentis stagiaires et les travailleurs indépendants. Ces contrastes ne sont pas faciles à interpréter...

Niveau d'étude

	Aucun (39)		Daara (60)		Elémentaire (115)		Secondaire (391)		Universitaire (84)		Formation Professionnelle (72)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	19	48,7	26	43,3	47	40,9	160	40,9	26	31	39	54,2
Plutôt d'accord	8	20,5	20	33,3	35	30,4	90	23	18	21,4	6	8,3
Ne se prononce pas	5	12,8	5	8,3	6	5,2	29	7,4	14	16,6	16	22,2
Plutôt pas d'accord	6	15,4	6	10	18	15,6	55	14,1	13	15,5	5	6,9
En total désaccord	1	2,6	3	5	9	7,8	57	14,6	13	15,5	6	8,33

L'optimisme se dégrade légèrement en fonction du niveau d'étude :

- Les universitaires accordent moins de crédit que les autres catégories à la proposition (un peu plus de 50 %). Sont-ils éloignés car non destinés à pratiquer et moins conscients, ou, *a contrario*, mieux informés des leviers et des freins à cette transformation, conscients des coûts humains et financiers ? Ont-ils vu que les autorités ne sont pas encore suffisamment proactives sur ce sujet ?
- Ils sont suivis par les répondants issus du secondaire (63,9 %) et ceux de la formation professionnelle (62,5 %).
- Les personnes sans qualification (69,3 %), formation élémentaire (71,3 %) et niveau Daara (76,6 %) sont plus optimistes.

D'ici 2030, dans votre pays, modes de vie et de consommation des ménages urbains et ruraux seront quasiment identiques

	Fréquence	Pourcentage
Tout à fait d'accord	293	38,5
Plutôt d'accord	165	21,7
Ne se prononce pas	40	5,3
Plutôt pas d'accord	158	20,8
En total désaccord	105	13,8

- 60,2 % de plutôt ou de totalement en accord, réponse un peu plus contrastée que les autres : 34,6 % ne sont pas vraiment en phase

Implications de cette proposition : des services (essentiels — éducation, santé, énergie — mobilités, commerciaux, financiers) également distribués sur le territoire, des biens consommés (alimentaires, équipement) accessibles partout et des demandes qui s'homogénéisent.

1. Où en sommes-nous?

- Le Sénégal a engagé de nombreuses transformations et initié un processus de décentralisation pour faciliter l'accessibilité de l'information et des services aux populations rurales et enclavées. Cela devrait permettre de lisser progressivement les écarts importants de niveaux de vie (revenu, accès au service) entre les ruraux et les urbains.
- La gouvernance s'est améliorée :
 - L'indice de perception de la corruption est en progrès continue : le meilleur de la CEDEAO après le Cap-Vert (transparence internationale : 64^{ème} rang mondial)
 - On constate la même tendance pour l'indice de bonne gouvernance Mo Ibrahim, en dépit de ralentissements récents : 10^{ème} rang en 2018 sur 54 pays.
- Les progrès de l'accès aux services sont réels : fort progrès de l'accès à l'électricité (29,5 % de la population en 1990, 61,7 % en 2017) et de l'éducation (voir point 4). Le taux d'accès global à l'eau potable est de 98,8 % en milieu urbain et de 91 % dans le monde rural. L'évolution des pourcentages des personnes ayant accès aux services de l'assainissement, 67,4 % en milieu urbain et 42,3 % en milieu rural, illustre les progrès accomplis par le Sénégal.
- La mobilité est facilitée sur l'ensemble du territoire : certains évoquent une fin de la césure analytique rural / urbain. La société sénégalaise est de plus en plus urbaine, mais les connections avec les pôles ruraux sont établies. Il existe diverses formes de connexion entre ces espaces qui ne sont plus séparés mais contigus.
- Le numérique participe théoriquement à ce nivellement des modes de vie urbains / ruraux, sous contrainte d'accès aux services numériques dans l'espace rural ; les accès commerciaux via e-commerce, e-finance, e-éducation sont comparables pour les urbains et les ruraux.

Cependant, parler d'homogénéisation est aller un peu vite en besogne. Des disparités subsistent. Les enquêtes sur la consommation des ménages récentes n'existent pas et ne peuvent pas la confirmer. Reste qu'*a priori*, il existe encore :

- certaines disparités de revenu et de contrainte budgétaire ;
- des asymétries de capacité en termes de production alimentaire : autoproduction alimentaire en zone rurale et plus grande dépendance aux produits transformés en ville en dépit de l'existence d'une agriculture urbaine et périurbaine.
- des différences d'équipement en biens d'équipement.

2. Analyse de la diversité des réponses /catégories d'analyse

Genre

	Hommes (412 répondants)		Femmes (349 répondantes)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	152	36,9	136	39
Plutôt d'accord	87	21,1	80	22,9
Ne se prononce pas	26	6,3	15	4,3
Plutôt pas d'accord	83	20,1	76	21,8
En total désaccord	64	15,5	42	12

- Les hommes semblent moins confiants que les femmes. Il y a une tendance qui se retrouve sur les autres réponses, mais ici, l'intervalle est plus faible que sur le sujet Internet.
- Il existe par contre plus d'indécis que d'indécises, inversement à la question précédente.

Domiciliation

	Urbains (517 répondants)		Ruraux (244 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	203	39,3	85	34,8
Plutôt d'accord	96	18,6	70	28,7
Ne se prononce pas	26	5	15	6,1
Plutôt pas d'accord	116	22,4	43	17,6
En total désaccord	75	14,5	31	12,7

- Un écart assez faible, avec moindre optimisme (57,9 %) des urbains que des ruraux (63,5 %).

- Les opinions sont plus tranchées chez les urbains.
- On constate qu'il y a légèrement plus d'indécision chez les ruraux.

Classe d'âge

	15-19 ans (285 répondants)		20-24 ans (228 répondants)		25 ans et plus (248 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	95	33,3	90	39,5	103	41,5
Plutôt d'accord	73	25,6	42	18,4	51	20,6
Ne se prononce pas	13	4,6	10	4,4	18	7,3
Plutôt pas d'accord	58	20,4	54	23,7	47	18,9
En total désaccord	45	15,8	32	14	29	11,7

Les populations plus âgées seraient légèrement plus confiantes, sans que les écarts soient réellement significatifs : (62,1 %) pour les plus de 25 ans contre 57,9 % pour le 20-24 ans et 58,9 % pour les 15-19 ans. Cette confiance est-elle liée au fait que ces populations ont accompagné et vécu des transformations préalables et en cours qui rendent les perspectives de changement crédibles ?

Catégorie socioprofessionnelles

	Apprentis stagiaires (57)		Élèves étudiants (366)		Employé plein temps rémunéré (56)		Employés temps partiel temporaire (42)		Femmes au foyer (56)		Sans emplois (57)		Travailleurs indépendants (127)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	22	38,6	134	36,6	19	33,9	16	38,1	24	42,9	17	29,8	56	44,1
Plutôt d'accord	16	28,1	78	21,3	11	19,6	10	23,8	9	16,1	12	21,1	30	23,6
Ne se prononce pas	6	10,5	13	3,6	0	0	1	2,4	4	7,1	7	12,3	10	7,9
Plutôt pas d'accord	9	15,8	78	21,3	18	32,1	9	21,4	16	28,6	12	21,1	17	13,4
En total désaccord	4	7	62	17	8	14,3	6	14,3	3	5,6	9	15,8	14	11

- Les élèves (47,9 %) et les sans emplois sont les moins optimistes (50,9 %), les apprentis stagiaires (64,7 %), employés temporaires (61,8 %) et travailleurs indépendants (67,7 %) le sont plus : quelles explications en dehors de l'expérience sensible ?
- Les apprentis (10,5 %) et les personnes sans emplois (12,3 %) sont celles qui se prononcent le moins.

Niveau d'étude

	Aucun (39)		Daara (60)		Élémentaire (115)		Secondaire (391)		Universitaire (84)		Formation professionnelle (72)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	15	38,5	16	26,6	44	38,3	139	35,6	41	48,8	33	45,8
Plutôt d'accord	9	23,1	13	21,7	34	29,6	85	21,7	15	17,9	10	13,9
Ne se prononce pas	6	15,4	6	10	3	2,6	17	4,3	3	3,6	6	8,3
Plutôt pas d'accord	5	12,8	17	28,4	28	24,3	81	20,7	12	14,3	16	22,2
En total désaccord	4	10,6	8	13,3	6	5,2	78	19,5	13	15,5	7	9,7

- Les universitaires (66,7 %) et les personnes issues de l'élémentaire (67,9 %) sont les catégories les plus optimistes, celles ayant été formées en Daara le sont le moins (48,5 %), les autres sont intermédiaires.
- Les personnes sans formation sont celles qui se prononcent le moins.
- Le fait que le plus grand nombre de désaccord se situe chez les élèves du secondaire n'est pas simple à interpréter.

D'ici 2030, dans votre pays, l'école primaire publique sera devenue attractive et de qualité

	Fréquence	Pourcentage
Tout à fait d'accord	436	57,3
Plutôt d'accord	186	24,4
Ne se prononce pas	7	0,9
Plutôt pas d'accord	83	10,9
En total désaccord	49	6,4

- Confiance très importante alors qu'il est dit et écrit partout que la société n'a pas confiance dans l'école publique : 81,7 % pensent que l'école publique sera attractive. Il s'agit de la réponse la plus optimiste des 4 présentées et à première vue, de la plus surprenante.

1. Où en sommes-nous?

D'importants progrès réalisés dans l'accès à l'école primaire :

	Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%)			Enfants en âge d'école primaire non scolarisés				
	2011-2016			1990	2000	2011-2016		
	Garçons	Filles	Différence	Garçons et filles	Garçons et filles	Garçon s	Filles	Différence
Sénégal	61	51	10	55,23	41,90	30	24	6
Monde	92	85	7	8	9	8	9	-1

	Participation des jeunes à l'école primaire								Participation des jeunes au 1 ^{er} cycle du secondaire				
	Taux brut de scolarisation (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)		% de redoublants	Taux de survie en dernière année d'école primaire (%)		Taux net de scolarisation		Taux net de fréquentation	
	2011-2016		2011-2016		2011-2016		2016	2011-2016		2011-2016		2011-2016	
	G	F	G	F	G	F	G & F	G	F	G	F	G	F
Sénégal	78	87	68	75	53	55	3,71	56	60	39	42	27	30

Désormais, les filles accèdent mieux à l'école primaire que les garçons au Sénégal (1,20 en 2017).

Bémols :

- Au sein des pays, les enquêtes réalisées auprès des ménages attestent de fortes variations en fonction des lieux de résidence des jeunes et du niveau de richesse des ménages d'origine.
- L'acquisition des connaissances aux différents niveaux de l'éducation formelle est globalement médiocre. Aux difficultés quantitatives (accès et rétention des élèves) viennent s'ajouter des soucis de qualité des enseignements et des enseignants. Dans le primaire, moins de trois quarts des enseignants, par ailleurs pas assez nombreux, seraient formés à leur métier (86 au Sénégal).
- Le faible niveau de ressource par élève limite l'accès au matériel pédagogique ; les classes sont souvent surchargées.
- Le *ratio* élèves par enseignant s'établit à 37,4 pour le primaire et à 27 pour le secondaire.

Comment justifier cet optimisme ?

- Les personnes interrogées anticipent-elles des progrès exponentiels par rapports à ceux qui ont déjà été observés ? Cela tient-il aux espoirs placés dans les changements technologiques ?
- Les répondants se fient-ils aux efforts financiers conséquents déployés pour améliorer l'accès à l'éducation ? Envisagent-ils ces dépenses comme des dépenses soutenables à moyen terme ?

Systèmes éducatifs							
	Dépenses publiques d'éducation	Dépenses publiques d'éducation par élève en dollars PPA (Parités de pouvoir d'achat) 2015					Dépenses d'éducation des ménages en % du PIB
Année de référence : 2017							
	Dépenses publiques d'éducation en % du PIB	Part de l'éducation dans les dépenses publiques	Préprimaire	Primaire	1 ^{er} cycle du secondaire	2 ^{ème} cycle du secondaire	
Sénégal	6,2	21,6	52	398	386	4831	
Monde	4,4	14,1	1126	2028	2716	4322	NC

Bémols :

Plusieurs bémols devraient tempérer cet enthousiasme, et notamment :

- les difficultés à travailler sur une massification et simultanément sur la qualité des cursus ;
- les limites à l'augmentation nécessaire des dépenses par élève ;
- la faible intégration réelle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les formats d'apprentissage.

2. Analyse de la diversité des réponses /catégories d'analyse

Genre

	Hommes (412 répondants)		Femmes (349 répondantes)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	220	53,4	211	60,5
Plutôt d'accord	99	24	89	25,5
Ne se prononce pas	6	1,5	1	0,3
Plutôt pas d'accord	50	12,1	33	9,5
En total désaccord	36	8,7	15	4,3

- Des femmes plus optimistes : 86 % contre 77,4 % pour les hommes.
- Des hommes à la fois plus indécis et plus tranchés : (36,1 %) contre 35 % en additionnant les réponses intermédiaires (plutôt)

Domiciliation

	Urbains (517 répondants)		Ruraux (244 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	301	58,2	130	53,3
Plutôt d'accord	113	21,9	75	30,7
Ne se prononce pas	5	0,9	2	0,8
Plutôt pas d'accord	59	11,4	24	9,8
En total désaccord	47	9,1	13	5,3

- Plus forte confiance en milieu rural (84 %) où l'école est moins représentée que dans les milieux urbains (80,1 %), avec cependant un écart assez faible.
- Les opinions sont plus tranchées chez les urbains que chez les ruraux : + 8,7 % de réponses tranchées chez les urbains (accord et désaccord total)

Pour comprendre ces différences, considérons éventuellement que :

- les urbains vont plus dans écoles privées et croient certainement moins aux capacités de transformation de l'école publique,
- la moindre présence de l'école crée de plus fortes attentes en milieu rural.

Classe d'âge

	15-19 ans (285 répondants)		20-24 ans (228 répondants)		25 ans et plus (248 répondants)	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Tout à fait d'accord	165	57,9	128	56,1	138	55,6
Plutôt d'accord	74	26	58	25,4	56	22,6
Ne se prononce pas	1	0,4	3	1,3	3	1,2
Plutôt pas d'accord	32	11,2	24	10,5	27	10,9
En total désaccord	12	4,24	14	6,1	24	9,7

- L'optimisme baisse en fonction des catégories d'âge : + 83,9 % pour les 15-19 ans, + 81,5 % pour les 20-24 ans et + 78,2 % pour les plus de 25 ans.
- Les taux de réel désaccord sont très faibles, tout comme ceux des personnes qui ne se prononcent pas. Ce sont les plus âgés qui affichent le taux le plus élevé de désaccord total (9,7 %)

Catégorie socioprofessionnelle

	Apprentis stagiaires (57)		Élèves étudiants (366)		Employés plein temps rémunéré (56)		Employés temps partiel temporaire (42)		Femmes au foyer (56)		Sans emplois (57)		Travailleurs indépendants (127)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	25	43,9	225	61,5	20	35,7	19	45,2	36	64,3	28	49,1	78	61,4
Plutôt d'accord	22	38,6	84	22,9	17	30,4	9	21,4	14	25	11	19,3	31	24,4
Ne se prononce pas	1	1,8	1	0,3	0	0	2	4,8	1	1,8	1	1,6	1	0,8
Plutôt pas d'accord	6	10,5	35	9,6	6	10,7	12	28,6	4	7,1	8	14	12	9,4
En total désaccord	2	3,5	20	5,5	13	23,2	0	0	1		9	15,8	5	3,9

- Les employés à temps partiel (65,6 %), les employés à temps plein (66,1 %), les sans emplois (68,4 %), les apprentis stagiaires (82,5 %) les élèves (84,4 %) et les travailleurs indépendants (85,8 %) ont des niveaux de confiance différents dans la transformation de l'école publique. Comme dans beaucoup d'autres cas, les travailleurs indépendants sont parmi les plus optimistes, derrière les femmes au foyer (89,3 %).
- Le taux de désaccord total des employés rémunérés est le plus élevé (23,2 %).
- Le taux d'accord total des femmes au foyer (64,5 %) est le plus important. Les femmes ont bénéficié des progrès réalisés au cours des dix dernières années et ont certainement vu leurs filles intégrer l'école primaire.

Niveau d'étude

	Aucun (39)		Daara (60)		Élémentaire (115)		Secondaire (391)		Universitaire (84)		Formation Professionnelle (72)	
	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%	F	%
Tout à fait d'accord	17	43,6	26	43,3	71	61,7	223	57	53	63,1	41	56,9
Plutôt d'accord	13	33,3	27	45	28	24,3	87	22,3	16	19	17	23,6
Ne se prononce pas	1	2,6	0	0	3	2,6	3	0,8	0	0	0	0
Plutôt pas d'accord	4	10,3	5	8,3	13	11,3	49	12,5	4	4,8	8	11,1
En total désaccord	4	10,3	2	3,3	0	0	28	7,2	11	13,1	5	6,9

- La différenciation par niveau, aucune formation (76,9 %), Daara (88,3 %), élémentaire (86 %), secondaire (79,3 %), universitaires (82,1 %) et formation professionnelle (80,5 %), ont des résultats de vote qui sont faiblement contrastés.
- Les universitaires (13,1 %) et les personnes sans formation (10,3 %) affichent les plus importants désaccords avec l'énoncé proposé.

Des ateliers prospectifs sur des sujets d'intérêt pour construire des pistes de réponses aux préoccupations de la jeunesse

Si la matinée du 16 janvier était consacrée à la restitution et la mise en débat de l'enquête prospective, l'après-midi a permis d'organiser quatre ateliers prospectifs sur des sujets sélectionnés : l'éducation, la culture, l'entrepreneuriat et la démocratie locale.

Ces ateliers prospectifs devaient permettre aux participants :

- d'affiner la compréhension des représentations que les 15-30 ans pouvaient avoir des défis à moyen et long termes sur les sujets sélectionnés ;
- d'identifier dans des domaines susmentionnés, des pistes de solutions partielles ou plus globales et susceptibles d'accélérer les transformations en cours ou de susciter des alternatives plus compatibles avec les aspirations formulées par les participants.

Dans chacun des ateliers, les jeunes devaient définir trois objectifs à atteindre en 2030 et envisager les moyens à mettre en œuvre pour y arriver. Les groupes ont donc réfléchi collectivement pendant plus d'une heure pour esquisser des pistes de réponse, avant finalement d'exposer leur travail aux organisateurs.

Nous restituons ici rapidement les débats de trois d'entre eux, l'atelier dédié à la culture, celui consacré à l'éducation et celui qui concernait la démocratie locale, le dernier ayant réuni un nombre moins important de participants.

Atelier Culture

Les jeunes participants ont souhaité se concentrer sur trois actions complémentaires à mettre en œuvre.

1. La promotion de la culture d'une manière générale, qui suppose dans un premier temps le recensement des activités culturelles au sein de toutes les branches de la création (musique, audiovisuel, multimédia, textiles, culture urbaine, etc.). Ce travail devrait associer les artistes, les représentants de l'État et les partenaires qui soutiennent financièrement ou autrement la création artistique.

2. La promotion des créations musicales sénégalaises et *in extenso* africaines. Cela suppose pour eux plus de relations entre les acteurs culturels et les représentants de l'État en charge de la culture, un soutien accru qui peut être directement financier, mais qui devrait surtout prendre la forme d'une facilitation de l'accès aux scènes et d'un effort effectué pour accroître la visibilité des artistes dans l'espace public et faciliter l'interconnexion des artistes. Les participants attendaient pour ce faire l'appui de l'État et des pouvoirs publics, mais également de partenaires privés (mécènes, sponsors) sans oublier les Fondations d'entreprise ou les organisations non gouvernementales.

3. L'affirmation d'une industrie culturelle susceptible de participer à la création de richesse au Sénégal, de faciliter l'exportation des arts africains et les échanges culturels sur le plan continental et international. Cette professionnalisation suppose la mise en place de formations, d'incubateurs et d'autres moyens qui permettent de faire acquisition et de partager les connaissances nécessaires à la création de produits culturels exportables.

Atelier éducation

L'atelier Éducation a commencé par l'expression de trois priorités. Pour chacune d'entre elles, des objectifs spécifiques ont été soulignés. Des pistes devant permettre la mise en œuvre de ces objectifs et sous-objectifs ont été esquissées.

1. L'accès à l'éducation de qualité pour tous, qui suppose pour les participants une formation de qualité des enseignants et des recrutements en nombre, l'augmentation du nombre d'écoles et l'amélioration des conditions de travail des élèves et des enseignants. Les pouvoirs publics ont un rôle prioritaire à jouer et devraient s'appuyer sur des fondations et des expériences étrangères pour aller dans ce sens.

2. La modernisation des Daaras. Cette modernisation est englobante et suppose de créer des écoles pour accueillir les élèves, d'y améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement, mais aussi de faire évoluer le contenu des enseignements en associant au sein des structures les enseignements coraniques, la formation professionnelle et l'apprentissage du français et des mathématiques. Pour les participants à cet atelier, cette modernisation doit impliquer les acteurs de l'État et les représentants religieux.

3. L'accès aux outils informatiques et numériques pour tous est la dernière priorité exprimée par les jeunes participants ; ces derniers ont cependant identifié des prérequis pour la mise en place de cette action :

- l'accès à l'électricité pour tous à travers les efforts engagés par les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales qui permettent l'accès dans les zones rurales, enclavées, où les opérateurs privés n'ont que peu de chance de mettre en place des systèmes d'accès susceptibles d'être rentables (coûts d'installation, coûts opérationnels et faible solvabilité des populations) ;
- la réduction du coût de l'accès à Internet et de l'électricité, qui suppose non seulement d'éventuels efforts chez les opérateurs privés, mais également des systèmes de subventions publiques pour les populations fragiles ;
- un accès facilité à l'informatique, qui pourrait passer par de l'innovation dédiée visant à faire des terminaux à plus faible coût, comme cela se produit dans l'univers de la téléphonie ou dans l'univers automobile ;
- des subventions publiques pour l'équipement des ménages.

Atelier démocratie locale

Ici encore, trois objectifs principaux ont retenu l'attention des participants :

1. La participation des jeunes aux processus de décision, qui pourrait passer par la création d'une assemblée citoyenne à l'échelle communale et suppose de rendre plus fonctionnels et effectifs les conseils de quartier où la jeunesse est fortement investie. Cela suppose que les pouvoirs publics encouragent cette participation, que l'école joue un rôle dans l'instruction civique des jeunes mais aussi que les jeunes prennent leur destin en main et s'autosaisissent des enjeux qui les concernent.

2. La prise en compte effective des enjeux de développement durable. Le développement durable est désormais à l'agenda public, mais les moyens semblent manquer et les actions, notamment dans un cadre urbain, restent trop limitées. De plus, ces préoccupations sont souvent délaissées par les anciens alors que les jeunes y sont beaucoup plus sensibles. Les jeunes souhaiteraient être associés à la mise en place de plan de gestion environnementale au sein des villes. Ils ont identifié la société civile internationale comme un partenaire, tout comme les partenaires du développement pour lesquels ces thèmes sont prioritaires.

3. Le développement du volontariat pour une citoyenneté active. Les jeunes estiment que leur destin leur appartient et qu'il ne faut pas nécessairement attendre des autres pour avancer. Les assemblées citoyennes pourraient permettre de créer des agendas d'actions à mettre en œuvre et de définir des programmes de volontariat sur des problématiques de développement local (salubrité, éclairage et sécurité des quartiers, gestions des risques d'inondation, etc.)